

" Promouvoir la santé à l'école " est un e-Journal destiné aux professionnels de la promotion de la santé à l'école et, plus largement, ceux intéressés par les enjeux de santé en milieu scolaire



PROMOUVOIR
LA SANTÉ
À L'ÉCOLE

L'e-Journal PSE

N°66 Juin 2018

Sommaire

DOSSIER Maltraitance infantile (2^e partie) Comment bien réaliser un constat de lésions ? Comment instaurer un fonctionnement apte à favoriser le repérage des situations problématiques ainsi que leur prise en charge ? Voilà la suite du dossier débuté dans l'*e-journal* précédent...

ENVIRONNEMENT Dans la nouvelle édition de *Mômes en santé*, le chapitre destiné à l'environnement permet, entre autres, d'actualiser ses connaissances. Il met aussi l'accent sur une mesure simple mais importante : l'ouverture régulière des fenêtres.

EN BREF Les résultats de l'appel à projets Ne tournons pas autour du pot ont été annoncés.

PIPSA *Dépollul'air* et *OSER !* : deux outils pédagogiques qui font le lien entre santé et environnement.

Dossier (2^e partie)

Les B-A BA des constats de lésions

Dans les pays développés, de 4 à 16% des enfants seraient victimes de maltraitance physique. Les équipes PSE ne sont pas compétentes pour formuler un diagnostic. Mais un de leurs rôles est de documenter la situation. Le Dr Michel Dechamps trace ici les grandes lignes de bonnes pratiques. Dans l'intérêt de l'enfant.

« Nous ne sommes pas des experts de la maltraitance. Nous ne sommes pas qualifiés pour décider si des lésions relèvent d'une maltraitance », entend-on dire souvent au sein de services PSE. Face à ces propos, le Dr Dechamps, conseiller médical pédiatre ONE et neuro-pédiatre au CHR de Namur, a une réponse claire (1) : « Notre **premier mandat** est de nous occuper du **bien-être de l'enfant** et de **contribuer à sa protection** quand il est exposé à des dangers. Voilà pourquoi il faut **être attentif** à tout ce qui peut interpeller, rechercher ce qui doit l'être... et référer s'il le faut à des services compétents, qu'il s'agisse du SAJ, d'équipes SOS Enfants ou des services pédiatriques d'urgence, tous aptes à faire le point sur des lésions suspectes. Ce qui importe, c'est d'**échapper à l'évitement et au "ni voir ni entendre"**... »

L'enfant qu'on ne voit pas...

En Fédération Wallonie-Bruxelles, les rapports d'activités des services PSE montrent que la moitié des services ont été amenés à réaliser un ou des constats de lésions chez un ou des élèves durant l'année scolaire 2015-2016. Les bilans de santé sont autant d'occasions de repérer ces lésions sur le corps de l'enfant. Par-delà ces situations, **certains signes - et surtout leur cumul -** doivent également **attirer l'attention** des professionnels. « C'est le cas pour des enfants qui ne vont **jamais à la piscine** ou sont dispensés de sport, qui **s'absentent beaucoup** ou qui n'assistent **pas aux bilans de santé** », précise le Dr Dechamps.



Outre une **connaissance des signes d'alerte**, le pédiatre attire l'attention sur l'importance de mettre en place de **bonnes conditions pour réaliser le constat de descriptif de lésions (2)**. Il est conseillé de le mener **en présence d'un tiers** (de préférence, l'infirmière scolaire) et dans un local qui permet de respecter l'**intimité de l'enfant**.

Dans un récent avis très pragmatique, l'Ordre des Médecins a autorisé la **prise de photos** (datées) sans accord des responsables de l'enfant. Autre point important : « **L'accès au dossier médical peut être différé** lorsqu'il s'agit d'éviter de donner aux parents des connaissances qui les aideraient à trouver un scénario expliquant la situation. On peut donc ne pas céder à leurs premières sollicitations », glisse le Dr Dechamps.

Le constat engage la responsabilité du médecin. Il devra bien sûr (entre autres) être daté et signé (!), décrire les lésions et leur profondeur, leur aspect, mentionner la source d'éléments recueillis auprès d'autres personnes... L'utilisation d'un **modèle type de constat de lésions** constitue une aide non négligeable. L'enjeu, bien sûr, est de taille : « Un constat mal fait peut "pourrir" la vie de parents qui n'ont rien fait, rappelle le Dr Dechamps. Il s'agit donc d'**être prudent, mais pas timoré**. Par exemple, des expressions comme "la concordance avec ce que j'observe et ce qui m'est dit..." peuvent être utiles ».

Des questions de bon sens

Le Dr Dechamps souligne un autre point important : le constat de lésions fait appel au « **bon sens** » **des intervenants**. En effet, il est normal que l'enfant se blesse naturellement en marchant, en courant ou en jouant. Mais certaines **localisations de lésions** n'entrent pas dans ces critères (tout comme certaines **morsures** ou **certaines brûlures**, puisque 1/5 de ces dernières sont dues à des mauvais traitements). « Le creux orbitaire a peu de chances d'être abîmé en cas de chute, tout comme les joues, qui ne sont pas un endroit saillant. **L'accident et les sévices produisent des caractéristiques différentes**, qu'il faut savoir distinguer », poursuit-il.

D'autre part, **l'attitude des parents** ou des responsables donne également **des pistes de réflexion** : en cas d'accident (ou de maladie), sans doute se positionnent-ils en **partenaires désireux de comprendre** ce qui arrive, sans s'enfermer dans une **attitude défensive** et sans qu'il faille menacer de prévenir les autorités pour faire poursuivre des examens complémentaires. Dans certains cas, il s'agit donc **d'acter une absence d'explications plausibles au traumatisme**, par exemple en raison d'un récit qui ne correspond pas aux lésions observées ou qui change dans le temps et selon les personnes.

Dans la mesure où l'intérêt de l'enfant prévaut dans toutes les situations, de manière exceptionnelle, en cas d'absence du médecin, **l'infirmière scolaire** peut être conduite à évaluer la gravité de la situation.

Enfin, un dernier point mérite d'être gardé en tête : dans la majorité des cas, **d'autres types de maltraitance** sont **associés** aux lésions physiques...

(1) Tous les propos de ce dossier ont été tenus lors de la Matinée sur la maltraitance pour les professionnels des centres et services en charge de la Promotion de la Santé à l'École, organisée par l'ONE le jeudi 15 mars à La Hulpe. Deux matinées identiques ont également eu lieu le 11/2 et le 24/3.

(2) Lire le rapport du Dr Florence Renard, *Le constat des lésions : en pratique*, ONE.be.

Des questions à (se) poser

Voici une **check-list d'interrogations** à avoir à l'esprit lors de l'examen de l'enfant :

- Le **récit de l'enfant** est-il concluant ? (L'histoire correspond-elle à la présentation de la blessure ? Est-elle évasive, manque-t-elle de détails ?)
- Peut-il s'agir **d'un accident**, compte tenu de l'âge et du développement de l'enfant ?
- La **localisation des lésions** est-elle suspecte ?
- Y a-t-il présence de **lésions d'âges différents** ?
- L'enfant a-t-il des **antécédents de blessures ou de fractures** ?
- Existe-t-il des **divergences entre les propos** des différents membres de la famille ?
- L'enfant a-t-il **peur de rentrer** chez lui ?

Un face à face, mais pas seulement...

Comment réagir - et à qui faire appel - lorsque l'on pense être confronté à une situation de maltraitance ? Lors des matinées organisées par l'ONE, quelques réponses ont été apportées par différents intervenants. En voici quelques-unes.

« La souffrance de l'enfant reste difficilement objectivable et il en va de même, parfois, de la situation d'urgence. Des parents seront maltraitants aux yeux de l'un, et pas à ceux de l'autre, souligne Jessica Segers, responsable du service SOS Enfants ONE et des référents maltraitance. En matière de maltraitance, il est donc conseillé de **confronter les avis**, entre collègues, avec SOS Enfants, avec le SAJ, avec un membre de son réseau... »

En tout cas, **s'il y a suspicion de maltraitance, il est fondamental de ne pas rester seul**. A cet égard, les rencontres et les liens que propose de favoriser la Commission de Coordination de l'Aide aux Enfants Victimes de Maltraitance (CCAIEVM) peuvent être utiles. En effet, comme le rappelle Stéphanie Blondeau (CCAIEVM), « apprendre à mettre des visages, à se connaître, à échanger ses difficultés permet aussi "d'appeler quelqu'un" quand on se retrouve seul avec ses émotions. »

La question « **Qui fait quoi ?** » est également importante et sans doute est-il essentiel de se l'être posée en amont. Parmi les nombreux outils créés par le secteur, une vidéo (*Que faire si je suis confronté à une situation de maltraitance ?*) a été conçue par la CCAIEVM. Elle permet à tous les protagonistes susceptibles d'être confrontés à une situation de maltraitance de mieux saisir comment chacun doit s'insérer, en fonction de ses compétences, dans le réseau à instaurer autour de l'enfant.



« Par exemple, détaille Jessica Segers, les **services SOS Enfants** peuvent intervenir à la demande de toute personne confrontée à une maltraitance, ne serait-ce que pour aider à répondre aux questions qui se posent, sans forcément intervenir ensuite. Avec leur évaluation pluridisciplinaire, ces services aident également à **évaluer le danger et l'urgence** de l'intervention. Ils permettent aux équipes de prendre du recul. Ils contribuent aussi à la réflexion quant aux interventions à mener. Enfin, ils peuvent participer à la mise en place d'un processus de prise en charge. »

Autre acteur important : le **SAJ**. Il travaille sur demande et dans une optique d'aide négociée, afin d'instaurer un climat protecteur autour de l'enfant, avec l'accord de tous. A savoir aussi : en cas de refus d'une aide proposée, le SAJ informe alors le Parquet.

Destiné aux enseignants, l'outil **Mal-traité émoi**. *Que faire si je suis confronté à un risque de maltraitance d'enfants* (Edipro-Enseignement) est également une source précieuse de repères pour les intervenants des services PSE et des centres PMS.

De manière générale, sans doute est-il précieux de garder en tête certains « réflexes » utiles. Ainsi, par exemple, que faire si aucun service SOS Enfants ou de la SAJ n'est joignable (un vendredi à 18h...) ? S'il ne paraît pas possible de **protéger l'enfant** autrement, il est conseillé de ne pas hésiter à l'amener dans **un service pédiatrique** travaillant de préférence avec une des 3 équipes de SOS Enfants qui, en intra-hospitalier, sont équipées pour « gérer la crise », explique le Dr Nathalie Ribesse. Autre « réflexe » utile, celui **d'inscrire tout signalement dans le dossier** de l'enfant. En s'ajoutant les uns aux autres, plusieurs signalements peuvent faire la valeur d'un dossier...

Par ailleurs, dans le cas d'enfants qui refusent que leurs parents soient contactés et prévenus, sans doute est-il important de leur dire que ce qui leur arrive n'est pas juste, qu'il se passe dans leur famille des choses qu'on ne peut **pas faire ni laisser perdurer**. Et, à nouveau, si l'on craint des répercussions sur l'enfant, une hospitalisation peut être envisagée...



Environnement

Ouvrez, ouvrez la cage...

Dans la récente édition de *Mômes en santé*, le chapitre sur l'environnement permet, entre autres, de trouver des conseils simples à appliquer pour répondre à des problématiques complexes.



Volontairement, un point a particulièrement été mis en évidence dans le chapitre « Pour un environnement de qualité » de la nouvelle édition de *Mômes en santé*. « Il concerne **la qualité de l'air intérieur**, avec la mesure essentielle à prendre pour agir dans ce domaine : l'apprentissage du réflexe d'ouvrir régulièrement et suffisamment les fenêtres », explique Héroïse Papillon, éco-conseillère à l'ONE.

La qualité de l'air intérieur peut parfois être plus mauvaise que celle de l'extérieur. Pourtant, un grand nombre de personnes semblent encore ignorer cette donnée et ses conséquences. Elles s'imaginent davantage protégées entre quatre murs et sont souvent « habituées » aux odeurs dégagées par les matériaux utilisés avec et par les enfants. « Il faut encore dire et redire qu'ouvrir les fenêtres des lieux de vie, comme les salles de classe, est **une mesure essentielle**. Ce geste simple a un impact important sur **les polluants** (dont font partie, par exemple, les perturbateurs endocriniens), souvent présents en raison des revêtements posés sur le sol, les murs ou dans les matériaux utilisés en classe », rappelle l'éco-conseillère.

Le gardien de l'air

En pratique, cette recommandation progresse, même si elle peine encore à s'imposer dans toutes les classes (parfois en raison d'un accès difficile aux fenêtres), estime Héroïse Papillon. De plus en plus de professionnels appliquent donc, toutes les heures, les 5 minutes d'ouverture destinées à entraîner un **renouvellement de l'air**. « Dans certaines écoles, cette tâche figure même officiellement parmi celles confiées quotidiennement aux enfants. L'élève à qui est attribuée cette fonction y est parfois nommé le "garant" ou le **"gardien de l'air"**, signe que le message est bien passé », rapporte Héroïse Papillon.



Face aux hésitants, à ceux qui craignent de « laisser entrer le froid ou la pluie », les professionnels de la PSE peuvent souligner qu'en dessous de 15 minutes d'ouverture, les murs n'ont pas le temps de se refroidir et que l'atmosphère retrouve donc **rapidement une chaleur confortable**, même lorsqu'il fait froid et humide dehors. « Pour ceux qui s'inquiètent de gaspiller du chauffage ou de trop refroidir les lieux, en particulier dans les petites classes de maternelle, une aération de quelques minutes en faisant courant d'air, par exemple dès que les petits quittent la classe, est déjà un premier pas », relève Aurélie Quintelier,

référente en promotion santé pour la PSE à la Direction santé de l'ONE.

Autre argument susceptible de convaincre ou de faire mouche : l'ouverture des fenêtres aide également à **diminuer un taux trop élevé de CO₂**, source d'endormissement. Ce geste permet donc de retrouver un bon taux d'éveil et de « booster l'attention des élèves », précise Aurélie Quintelier. Enfin, en aidant à réguler le taux d'humidité, l'ouverture des fenêtres prévient aussi l'apparition d'éventuelles moisissures...

Pour s'informer, approfondir ses connaissances, dessiner les pistes à suivre et initier les bonnes pratiques (y compris dans les choix de matériel, de peintures, de produits destinés aux grimages que l'on peut utiliser dans un cadre scolaire, etc.), *Mômes en santé* conseille explicitement de consulter la **brochure L'Air de rien, Changeons d'air**, réalisée par l'ONE en 2013 et rééditée en 2017. En lien direct avec cette problématique, la brochure a d'ailleurs été envoyée en même temps que l'ouvrage. Téléchargeable facilement, « elle permet de consulter des **recommandations plus détaillées** sur des thèmes précis. Elle constitue donc un **bon complément** à *Mômes en santé* », précise l'éco-conseillère.

Des changements dans l'air

Enfin, sans surprise, **les recommandations** qui concernent la pollution environnementale **évoluent**. *Mômes en santé* tient évidemment compte de ce facteur, qu'il s'agisse par exemple de repreciser les mesures à prendre pour lutter **contre les moisissures** (elles ont été modifiées depuis la précédente édition) ou d'indiquer que l'on peut s'appuyer sur le rapport sur **les ondes électro-magnétiques** réalisé par le groupe de travail mis sur pied par l'ONE (sur ce thème, voir notre dossier paru en février 2018, dans l'*e-Journal* n°64).

En plus des nouveaux éléments d'information contenus dans le chapitre, Héloïse Papillon met en avant la clarté du texte proposé, avec des conseils précis et un ton franc et direct. De quoi permettre de mieux cerner les problèmes et d'approcher, concrètement, les moyens de les résoudre.

L'environnement, ça compte...

Les conseils environnementaux ne sont pas vraiment au programme (pas encore ?) des études de médecine, pas plus qu'ils ne le sont en soins infirmiers. « Néanmoins, pour les professionnels de la PSE, la recherche et la promotion d'un **environnement scolaire favorable à la santé** des élèves constituent bien une de leurs missions », rappelle Aurélie Quintelier, référente en promotion santé pour la PSE à la Direction santé de l'ONE.

Pour atteindre cet objectif, **les visites d'établissements scolaires** réalisées par la PSE s'ajoutent et complètent celles réalisées par d'autres services officiels, rappelle Aurélie Quintelier. Elles offrent **une réelle opportunité** de s'intéresser à tout ce qui touche à la sécurité, à l'hygiène, au bien-être. L'aération de tous les locaux, le bruit, le choix des produits d'entretien (pour rappel, mieux vaut choisir les plus « simples » possible, avec peu de composants et d'additifs), le constat de moisissures, etc., voilà autant de sujets - parmi d'autres - qui peuvent être abordés par les professionnels de la PSE. De plus, « toutes les occasions d'être sur les lieux et de rencontrer les acteurs de l'école sont également à saisir, puisque ces moments-là permettent aux professionnels de la PSE d'être interpellés ou de constater des éléments en lien avec l'environnement », souligne Aurélie Quintelier.

« Outre les problématiques environnementales déjà relativement "classiques", on peut s'attendre aussi à ce que les médecins soient davantage encore apostrophés sur toutes les questions relevant de la **présence d'ondes électro-magnétiques dans nos écoles de plus en plus connectées** », poursuit-elle. Sur ce thème, le chapitre de *Mômes en santé* qui traite de l'environnement peut servir de **premier support**.

En bref

Plein pot



Il y a quelques semaines, 36 écoles fondamentales ont appris que leur projet de rénovation et d'amélioration des toilettes avait été sélectionné par le Fonds BYX, dans le cadre de [Ne tournons pas autour du pot](#). En tout, elles vont se répartir un soutien de plus de 164 000 euros (avec un maximum de 5 000 euros par école), accordé par la ministre de l'Education et des bâtiments scolaires. Ce 3^e appel à candidatures pour les écoles fondamentales lancé depuis 2015 a rassemblé 127 dossiers. Un petit aperçu des noms des projets montre que les écoles ne manquent pas de créativité pour imaginer de futures toilettes de rêve. Au choix : « Mon pot, toi et moi », « Halte au chimique, vive l'écologique ! », « Eau les mains les bambins », « Le petit coin, je m'y sens bien », « VIPot », ou encore « Harry crotteur et les reliques des toilettes ». De sacrés programmes !

PEDAGOGIE - PIPSA

L'outil pédagogique : une opportunité pour faire vivre la santé à l'école !

Pour aborder les questions de santé avec les enfants et les jeunes, l'utilisation d'un outil pédagogique s'avère souvent très mobilisant, tant pour l'utilisateur – parce qu'il l'aide à cadrer son intervention – que pour le public dont il favorise l'implication et la participation. Vous trouverez dans cette rubrique quelques outils pédagogiques [évalués](#) par la cellule pluridisciplinaire coordonnée par PIPSA(1). Ces outils sont susceptibles de soutenir des dynamiques de promotion de la santé dans les écoles, auprès des enfants et des jeunes.

Dépollu'air

Voici un jeu de table, pour 4 à 30 participants à partir de 10 ans, qui permet de découvrir les gestes quotidiens pour préserver l'air et notre santé.

Cet outil traite des enjeux de la qualité de l'air intérieur et extérieur, des sources de pollution et de leurs impacts sur la santé des populations et de l'environnement.

Le but du jeu étant de récupérer le maximum de jetons sources de pollution, les participants sont amenés à assainir l'air de la maison et du jardin en retirant les sources de pollution présentes sur le plateau de jeu.



Chaque partie est rythmée par des activités « question », « mime », « dessine » et « vrai/faux ». Ces dernières participent à la dimension interactive et ludique de l'outil.

Pour en savoir plus sur la question des pollutions intérieures

Une [vidéo](#) explicative, le site de [la Région wallonne](#), les [polluants](#) identifiés par Ecoconso et les [propositions d'action](#) de Santé-Habitat.

Un [Guide pratique pour une meilleure qualité de l'air dans les lieux accueillant des enfants](#) (écoles et crèches) peut vous aider à mener une réflexion globale sur la qualité de l'air dans les milieux d'accueil de l'enfant. Ce guide français a pour but de fournir une aide opérationnelle aux différents intervenants dans les établissements qui accueillent des enfants afin d'engager une démarche proactive et coordonnée d'amélioration de la qualité de l'air intérieur. Son utilisation vise à identifier rapidement des actions vertueuses sur la qualité de l'air intérieur via des grilles d'auto-bilan des pratiques observées et d'identification préliminaire des sources potentielles présentes dans ou autour de l'établissement.

Oser ! Outil pour éduquer en santé-environnement



Cet outil téléchargeable fait le lien entre les actions éducatives et le champ santé-environnement. Les activités proposées sont adaptées pour les enfants et les jeunes de 3 à 18 ans.

OSER ! propose un plaidoyer pour une approche intégrée de la santé et de l'environnement. Les fiches d'activités pédagogiques issues du terrain proposent des activités variées, en lien avec l'actualité, expérientielles (sensorielles, émotionnelles...), proches du vécu, à partir des représentations du public. La démarche suscite l'implication collective, par l'analyse de la problématique et les débats conceptuels argumentés.

Dans la 3^e partie (chapitre 4, p. 98-109), on propose des activités en lien avec la qualité de l'air. Par exemple, une expérience qui consiste à réaliser une « bouteille fumeuse » pour illustrer les effets du tabac sur la santé et l'environnement.

(1) PIPSa = Pédagogie Interactive en Promotion de la Santé. Programme de promotion de la santé soutenu par les Régions bruxelloise et wallonne et piloté par le service Promotion de la santé de Solidaris.

Vous souhaitez aborder des thématiques particulières ? Vous travaillez avec des publics spécifiques ? Vous souhaiteriez être orientés dans le choix d'outils intéressants ? N'hésitez pas à nous le faire savoir ! Vous pouvez nous écrire à l'adresse info@pipsa.be.



Avec le soutien de



« **Promouvoir la santé à l'école** » est réalisé
par le Service de promotion de la santé /
Question Santé asbl
Rue du Viaduc 72 - 1050 Bruxelles - Belgique



T +32 (0)2 512 41 74
F +32 (0)2 512 54 36



www.questionsante.org
info@questionsante.org

L'asbl Question Santé est un acteur reconnu dans le domaine de la santé, en matière d'information, d'éducation, d'animation, de gestion de projet et de communication. Elle met en débat les enjeux individuels et collectifs de la santé et les traduit en projets et outils, accessibles à des publics variés. Intégrée dans de multiples réseaux d'acteurs institutionnels et de terrain, Question Santé s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire, à l'écoute des besoins du terrain et des évolutions sociétales.

Responsable Newsletter : Marinn Trefois

Conseil de rédaction : Fabienne Henry, Sophie Lefèvre, Aurélie Quintelier, Bernadette Taeymans

Les articles non signés sont de la rédaction. Les articles signés n'engagent que leur auteur.

Editeur responsable : Benoît Parmentier - chaussée de Charleroi 95 B - 1060 Bruxelles

Copyright © 2018 Question Santé asbl - All rights reserved.

Pour vous désinscrire, cliquez [ICI](#)